



Des scènes de violence et de mort dans la cité déclarée « zone militaire interdite »

Par [Mouna Naïm](#)

Mondialisation.ca, 03 avril 2002

Le Monde 2 avril 2002

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

ACCÈS INTERDIT AUX SECOURS

Ainsi, une habitante de Ramallah jointe au téléphone à partir de Paris, mais qui souhaite garder l'anonymat par peur de représailles israéliennes, a-t-elle indiqué, lundi 1er avril, qu'outre les cinq gardes du corps du chef de l'Autorité palestinienne qui ont été tués, apparemment de sang froid le 30 mars, dans un local du quartier général du président Yasser Arafat (Le Monde du 2 avril), quatre autres, qui s'étaient réfugiés dans les locaux du club islamique, auraient été blessés, dimanche, par les tirs des soldats israéliens qui ont pris d'assaut le lieu. Les quatre blessés auraient pu être sauvés s'ils avaient été transportés à l'hôpital, mais l'armée israélienne a interdit à toute ambulance et secouriste de venir à leur aide. Ils ont rendu l'âme après avoir saigné pendant des heures, ajoute cette habitante.

Toujours d'après son récit, les forces israéliennes ont également tué par balles deux membres d'un groupe de trente agents des forces de sécurité qui avaient trouvé refuge dans un immeuble vacant, à proximité de la maternité Walid Al Nazer. Les vingt-huit autres, dont certains blessés, auraient été faits prisonniers, indique-t-elle. Un autre groupe de quarante agents de l'ordre, privés de tout et qui avaient trouvé refuge en un lieu inconnu, n'ont cessé d'appeler à l'aide pendant trois jours grâce à un téléphone portable, demandant que le Comité international de la Croix-Rouge se charge de leur évacuation. En vain. Lundi, l'armée israélienne les aurait faits prisonniers.

Les jeunes recrues des forces de sécurité palestiniennes ne sont pas originaires du cru, mais de villages de Cisjordanie ou de la bande de Gaza. Ils n'auraient donc pas de famille à Ramallah, et, depuis que les casernes et les postes de police ont été détruits par les bombardements et les tirs israéliens, ils errent dans la cité à la recherche d'un refuge dans quelque lieu désaffecté, démunis de tout, précise cette habitante. L'armée israélienne interdit aux services de secours de venir en aide aux blessés. Pour tenter de sauver le groupe des quarante, cette habitante a joint elle-même des équipes du CICR qui ont fait valoir qu'elles n'étaient pas libres de leurs mouvements. Par ailleurs, indique-t-elle, la plus grande partie de la ville est privée d'eau et d'électricité et le couvre-feu est imposé, les soldats israéliens perquisitionnent les maisons, brisent les jarres d'olives et d'huile que les habitants ont emmagasinées en réserve et emportent l'argent et les bijoux qu'ils y trouvent.

L'Agence France-Presse rapporte de son côté le témoignage d'une autre habitante de Ramallah, Amna Rimaoui, habitante d'un immeuble du centre de la ville : « il y avait des gens qui voulaient se rendre. Ils sont sortis en sous-vêtements et les trois premiers ont été

tués », raconte-t-elle terrifiée. « J'ai bien vu leurs corps. » Le journaliste de l'AFP a lui-même vu deux bottes, un T-shirt kaki et une chemise de même couleur, ainsi qu'un slip noir et des chaussettes dans un ruisseau de sang devant l'immeuble en question, rue de la radio.

APPEL PAR INTERNET

Un habitant rapporte aux correspondants du Monde que les soldats ont battu à mort, lundi 1er avril, un Palestinien qui tentait de se dégager d'un groupe de jeunes hommes faits prisonniers par l'armée israélienne et regroupés devant un immeuble de Ramallah. De leur côté, dans un appel, daté du 30 mars, lancé de Ramallah sur Internet, un groupe de Palestiniens et d'étrangers « piégés par le siège », mais qui ne veulent pas s'identifier, rapportent, entre autres, que l'armée tire pratiquement sans discontinuer, que les blessés ne peuvent être secourus parce que les ambulances ne peuvent circuler, que les conditions de vie dans la cité se détériorent rapidement. « Certains d'entre nous, écrivent encore les auteurs, ont subi d'autres sièges, à Sarajevo, Dili et ailleurs (...) C'est le début d'une crise humanitaire et une intervention immédiate est requise pour prévenir un désastre. » Les forces israéliennes, assurent-ils, tirent sur quiconque marche dans la rue. Elles occupent un nombre de plus en plus grand de résidences privées et retiennent les habitants dans une pièce, ne leur laissant qu'un mince accès au téléphone, aux informations, voire à la nourriture et à l'eau. Les auteurs de l'appel font également état d'une raréfaction des produits alimentaires et d'une crise de l'eau potable. De grandes parties de la ville, assurent-ils, sont privées d'électricité et de chauffage alors que le froid perdure. Les forces israéliennes aplatissent des voitures à l'aide des chars et détruisent des intérieurs d'habitations.

Le journaliste israélien, Aviv Lavie, écrivait mardi 2 avril dans le quotidien Haaretz : « Une journée à la télévision ou la radio montre un fossé énorme et embarrassant entre ce qui nous est rapporté et ce qui est, vu, entendu et lu dans le monde. » L'auteur évoque le fait que contrairement aux TV arabes et étrangères, la TV israélienne ne montre rien « des soldats israéliens s'emparant des hôpitaux, cassant le matériel, détruisant les médicaments, enfermant les médecins dans des salles avec leurs patients (...) Les télévisions du monde entier ont montré les images de cinq Palestiniens de la Force de sécurité nationale tués à bout portant d'une balle dans la tête (...) Le monde entier a vu des gens blessés dans les rues, entendu des rapports sur le fait que Tsahal empêche les ambulances d'accéder aux blessés (...) Il y a aussi des témoignages sur des actes de vandalisme et des vols » commis par les soldats lorsqu'ils investissent les maisons. « Peut-être que tout cela n'est que ! propagande tendancieuse, poursuit Aviv Lavie, mais dans certains cas les images parlent d'elles-mêmes, et les journalistes israéliens n'ont aucun moyen d'enquêter pour savoir la vérité, pour infirmer ou confirmer ces faits. »

Copyright Le Monde, 2002. Pour usage équitable seulement

La source originale de cet article est Le Monde
Copyright © [Mouna Naïm](#), Le Monde, 2002

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca